



Contribution de SFR à la consultation publique de l'ARCEP ouverte le 3 décembre 2012

dans le cadre de la clause de rendez-vous prévue par les décisions

2011-0668 et 2011-0669 du 14 juin 2011



SFR remercie l'Autorité de lui offrir l'opportunité de présenter ses observations en réponse à la consultation publique inscrite dans le cadre de la clause de rendez-vous fixée dans les décisions n° 2011-0668 et 2011-0669 du 14 juin 2011 dites « d'analyse des marchés 4 et 5 » en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique.

SFR prie l'Autorité de bien vouloir trouver ci-après les observations et remarques que soulève le bilan intermédiaire réalisé par l'ARCEP.

Les observations de SFR portent principalement sur les points suivants :

- SFR confirme sa politique volontariste et ses ambitions en matière de déploiement en dehors des zones très denses et des poches de haute densité en dépit d'un environnement incertain ;
- Des améliorations doivent être apportées à la régulation afin d'accélérer le rythme des déploiements et d'accompagner la croissance du segment du marché de détail du très haut débit fixe ;
- Ces aménagements sont nécessaires en raison des avantages significatifs dont dispose France Télécom. La parfaite connaissance de la structure des réseaux, de la localisation des clients et de leurs habitudes de consommation et la détention d'un réseau historique de fibre d'accès confèrent à l'opérateur historique un avantage décisif permettant d'axer ses investissements là ils sont les plus rentables. Il en va de même pour la commercialisation de ses offres de détail ;
- Seule l'instauration d'une régulation asymétrique permettra d'assurer un *level playing field* en dehors des zones très denses et des poches de haute densité.



Question 1 :

Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux du marché de détail du très haut débit fixe ?¹

Les éléments chiffrés publiés dans le cadre de l'Observatoire consacré au marché de détail du haut et du très haut débit à fin septembre 2012 n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de SFR.

En revanche, SFR ne partage pas l'appréciation de la position de France Télécom-Orange sur ce marché et estime, contrairement à ce que note l'ARCEP, qu'au vu du nombre d'abonnements au très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés souscrits auprès de cet opérateur (144 000 au 25 octobre 2012 selon les derniers résultats consolidés publiés par France Télécom-Orange au 3^{ème} trimestre 2012) que ce seuil de 50% est d'ores et déjà dépassé et atteint désormais 53% au 1^{er} novembre 2012.

Ce chiffre apparaît dès lors en totale contradiction avec l'affirmation de la page 24 selon laquelle « *France Télécom-Orange a une part de marché (en parc comme en acquisitions) qui ne le place pas en première position* ».

L'Autorité devrait tirer toutes les conséquences utiles de la position détenue par France Télécom et de la progression rapide de son nombre d'abonnés FTTH (21 000 clients supplémentaires au 3^{ème} trimestre 2012 selon le communiqué de presse publié par France Télécom le 25 octobre dernier), étant donné les leviers puissants dont bénéficie cet opérateur grâce au « *contrôle [d']un maillon essentiel à la construction technique par les opérateurs tiers de produits très haut débit* » que relève d'ailleurs l'ARCEP à la page 8 de la consultation publique. Ces éléments conduisent à penser que la concurrence par les infrastructures FttH reste théorique et hypothétique et qu'elle ne reflète pas la concurrence sur le marché de détail, même dans un horizon à moyen terme.

SFR prie également l'Autorité de bien vouloir se reporter aux développements figurant en réponse à la question 6 sur ce point.

Question 2 :

Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux du déploiement et de la mutualisation des réseaux fixes à très haut débit ?

Concernant l'accès au génie civil, et les nouvelles conditions proposées par France Télécom :

1°) Le cadre réglementaire concernant l'accès au génie civil a permis une accélération sensible du rythme des déploiements.

¹ L'intitulé du paragraphe 3 contient une erreur de frappe : l'année « 2013 » devrait être remplacée par « 2012 ».



Toutefois, la méthode tarifaire retenue dans la décision n°2010-1211 du 9 novembre 2010 définissant les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom qui se fonde sur un certain nombre d'éléments prévisionnels rend très difficile le calcul des redevances auxquels seront soumis les opérateurs alternatifs à l'avenir.

Ceci constitue un frein pour des investissements de long terme qui renforce le caractère incertain des investissements dans ce secteur et va à l'encontre de la « *garantie de stabilité et de visibilité réglementaire* » que l'Autorité souhaite apporter aux acteurs du marché (page 26).

SFR constate que la nouvelle version de l'offre d'accès au génie civil et aux appuis aériens de la boucle locale de France Télécom pour les réseaux en fibre optique publiée par France Télécom en octobre 2012 (« GC BLO ») entraîne un renchérissement du coût de l'accès au génie civil : l'offre comporte de nouveaux tarifs tels que des frais d'accès aux installations en aval du point de mutualisation pour les raccordements GC FttX - c'est-à-dire qui s'appliquent en zone arrière des points de mutualisation extérieurs en zones moins denses.

SFR considère que de tels frais ne sont pas justifiés et vont à l'encontre de l'esprit de la décision n° 2010-1211 dont l'objet consistait justement à alléger le poids du génie civil dans le coût du déploiement des réseaux FTTH.

L'application du montant établi à 6,13 euros par accès raccordable est considéré comme excessive, et entraînerait mécaniquement une hausse des tarifs – déjà élevés - des prises en aval de point de mutualisation qu'un opérateur alternatif pourrait être amené à déployer.

2°) Limitation contractuelle apportée par France Télécom aux conditions d'accès aux infrastructures constitutives de la boucle locale filaire

La nouvelle version de l'offre GC BLO, contrairement aux offres d'accès au génie civil (ou « GC ») en vigueur, fait apparaître une notion de « zone locale » ayant pour objet de restreindre l'accès au génie civil de France Télécom dans le cadre du déploiement de liaisons en fibre optique vers des clients d'affaires (RCA) ou vers des sites radio (REDR), mais potentiellement aussi dans le cadre du déploiement FttH.

Rien ne justifie pourtant que l'accès aux infrastructures de génie civil pour le déploiement d'un réseau en fibre optique se trouve circonscrit à la zone d'influence d'un seul site NRA dont le contour peut être selon les cas infra ou supra communal.

Ni la décision ARCEP n° 2011-0668 de juin 2011, ni l'analyse de marché 4 (décision n°08-0835) de juillet 2008 ne permettent d'expliquer cette notion. Bien au contraire :

- la décision n° 2011-0668 distingue la notion de boucle locale cuivre qui, dans le cadre du dégroupage, va du NRA jusqu'à l'abonné, de la notion plus large de boucle locale filaire, dont les modalités d'accès aux infrastructures ne doivent pas préjuger d'une technologie ou d'une architecture particulière ;



- la décision 08-0835 délimitant le marché de gros relatif à l'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire précise que « *l'évolution technologique conduit à inclure dans le marché pertinent toute infrastructure physique nécessaire à la livraison de services fixes de communication électronique au client final, sans limiter strictement le marché à la boucle et à la sous-boucle métalliques*. » (soulignement ajouté).

Par conséquent, SFR considère que cette condition ajoutée par France Télécom est infondée et inadaptée au déploiement de la fibre optique au sein d'un périmètre de commande d'envergure communale.

Ces illustrations traduisent l'importance fondamentale, pour l'Autorité, de veiller à faire observer par l'opérateur historique l'application du principe d'équivalence pour l'accès à l'infrastructure de génie civil aux fins du déploiement de réseaux de nouvelle génération visé par la Recommandation de la Commission européenne du 20 septembre 2010 sur l'accès réglementé aux réseaux d'accès de nouvelle génération (NGA).

Concernant le cofinancement et la mutualisation des réseaux FttH :

L'Autorité observe que les opérateurs ont poursuivi de manière substantielle leurs déploiements de nouvelles boucles locales en fibre optique depuis juin 2011.

Déploiements en dehors des zones très denses

SFR confirme sa politique volontariste en matière de déploiements dans les zones moins denses.

SFR a tenu les engagements pris dans le cadre de l'accord bilatéral signé avec France Télécom dans les zones moins denses le 15 novembre 2011. **Les premiers déploiements ont ainsi démarré** : fin 2012, les études étaient terminées sur les 23 villes prévues, la plupart des appels à co-investissements adressés aux autres opérateurs et l'offre de référence publiée et signée déjà par un acteur. Les déploiements sont en cours et de nouvelles ouvertures commerciales de villes interviendront cette année après celle de Bondy déjà réalisée. Les couvertures complètes de ces 23 villes seront achevées en 2017.

En 2013, SFR initialisera les projets de déploiements des 53 villes concernées par l'accord au titre des engagements de l'année 2013 et co-investira sur 100% des autres villes déployées par Orange conformément à ses engagements.

SFR sera donc en mesure de proposer à ses clients résidentiels et entreprises une couverture complète en services FttH, aussi bien en zones très denses qu'en zones moyennement denses.

SFR conserve ainsi sa dynamique d'investissement dans la fibre en y consacrant, en 2013, 150 millions d'euros supplémentaires qui viendront s'ajouter aux 600 millions d'euros investis depuis l'origine.

A terme, SFR couvrira en FttH plus de 50% des foyers et des entreprises en France dans le cadre de ses investissements propres.



Déploiements en zones très denses

Comme l'Autorité, SFR constate le caractère substantiel des déploiements de réseaux FttH dans les zones très denses.

La réglementation actuelle devrait être complétée et précisée afin de favoriser le cofinancement progressif des déploiements et la mutualisation effective des réseaux FttH dans les poches de basse densité, qui représentent 24% des logements en zones très denses.

Les poches de basse densité visées par la recommandation publiée de l'ARCEP du 14 juin 2011, sont majoritairement constituées d'immeubles de moins de douze logements. Le cofinancement des lignes FttH et des points de mutualisation d'une taille minimale de 300 logements dans ces IRIS de basse densité ne peut être raisonnablement engagé selon un modèle 1/N.

SFR considère à ce titre qu'un mécanisme d'investissement par tranche(s) de 5% devrait dès lors s'appliquer aux poches de basse densité, ce qui impliquerait une modification de l'offre d'accès actuelle de France Télécom.

Question 3 :

Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux des marchés de gros du très haut débit fixe ?

SFR constate une structuration de ces marchés suite à la publication et la signature des offres d'accès FttH par la plupart des acteurs et souhaite que la production de ces offres s'industrialise au cours des 18 mois restant à courir dans le cadre du cycle entamé en 2011.

Question 4 :

Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle du marché de détail du très haut débit fixe ?

SFR partage l'appréciation de l'Autorité sur le caractère émergent du marché de détail du très haut débit.

Ceci étant précisé, le développement des services audiovisuels en « accès direct », l'émergence des formats techniques ultra-haute définition et 3D, la généralisation du format haute définition et du « cloud computing » ainsi que l'engouement croissant des consommateurs pour les services vidéo à la demande et en haute définition indiquent que les réseaux FttH et la performance technique des lignes en fibre optique favoriseront de plus en plus la croissance et l'animation concurrentielle de ce marché. Ce constat est également validé par l'augmentation de 60%, en un an, du nombre d'abonnements FttH et de 25 000 au cours du troisième trimestre 2012.



De plus, SFR ne partage pas l'appréciation selon laquelle « *aucun opérateur ne semble avoir pris d'avance significative sur le marché de détail du très haut débit* » et que la part de marché de France Télécom-Orange ne serait pas de nature à « *devoir justifier une intervention réglementaire à court terme* » et prie l'Autorité de bien vouloir se reporter aux développements figurant dans les réponses aux questions 1 et 6.

La croissance de ce marché pourrait encore être améliorée : SFR observe qu'une des causes significatives d'échec de raccordement optique des clients finaux et donc de la souscription à une offre d'abonnement trouve sa source dans le refus d'installation d'un câble supplémentaire à l'intérieur du logement ou des parties communes de copropriété, ou à l'interdiction de réaliser des percements dans les logements et les immeubles.

Tenant compte de ce retour d'expérience, SFR suggère à l'Autorité de mettre en place un groupe de travail et de réflexion visant à rechercher des solutions opérationnelles, à favoriser le déploiement des lignes en fibre optique à l'intérieur des immeubles y compris au moyen d'une évolution législative et, par ailleurs, de mener une étude technique et réglementaire approfondie sur la potentielle mise en œuvre d'une technologie alternative de type Fttdp, sur tout type de câble terminal (coaxial ou cuivre).

Question 5 :

Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle des marchés de gros du très haut débit fixe ?

SFR partage la position de l'Autorité sur la justification des obligations réglementaires pesant sur l'opérateur historique concernant le segment des offres d'accès aux infrastructures de génie civil, souterraines ou aériennes et renvoie à ses commentaires en réponse à la question 2 sur les améliorations et modifications qui devraient être apportées aux offres d'accès.

Situation contrastée suivant les zones

Il est ensuite exact que la situation des marchés de gros reste contrastée entre les zones très denses et le reste du territoire.

S'agissant des offres passives de mise à disposition des lignes en fibre optique, SFR considère, malgré les avancées substantielles réalisées depuis la mise en œuvre du cadre réglementaire, qu'un certain nombre de questions techniques et opérationnelles subsistent en matière de mutualisation et d'accès aux points de mutualisation.

En ce qui concerne les poches de basse densité des zones très denses, les solutions d'ingénierie ainsi que les équipements permettant la desserte de petits immeubles ou de logements individuels à partir d'armoires ou de bornes extérieures ne sont ni standardisés ni industrialisés à ce jour.



Desserte des sites radio

La question de la desserte des sites radio, notamment 4G, en services d'accès à très haut débit doit en outre être soulevée. Compte-tenu des performances de cette technologie et des usages attendus par les consommateurs, il sera indispensable de raccorder les sites radio aux cœurs de réseaux par des débits de l'ordre du Gb/s.

Orange France ayant annoncé sa volonté de couvrir 50% de la population d'ici mi-2014 en services 4G, SFR ne peut que constater que de tels accès sont devenus indispensables à très court terme pour l'ensemble des opérateurs mobiles.

Afin de préserver une concurrence loyale entre l'ensemble des opérateurs de réseaux mobiles, SFR estime que France Télécom Orange doit mettre à disposition des opérateurs une offre de collecte de trafic de points hauts évolutive et technologiquement neutre ; ainsi estime-t-elle que l'opérateur historique doit sans plus tarder proposer, à des tarifs orientés vers les coûts, une offre de raccordement en fibre noire des sites radio des opérateurs vers leur cœur de réseau.

Zones non dégroupées

SFR souhaite enfin rappeler les difficultés rencontrées en zone non dégroupée.

Les conditions tarifaires de l'offre LFO de France Télécom ne permettent pas, aujourd'hui, de procéder au dégroupage dans des conditions de rentabilité raisonnables.

Les offres de gros d'accès haut débit activées, sans être aussi satisfaisantes que la possibilité de dégroupier, ne permettent pas à SFR de proposer, sur le marché de détail, des services de télévision par ADSL en zones non dégroupées en l'absence d'obligation réglementaire à la charge de France Télécom de proposer la composante multicast (bistream TV) dans lesdites zones.

Question 6 :

Avez-vous des commentaires généraux à formuler sur ces conclusions ou sur l'ensemble du présent document de consultation ?

SFR conteste la conclusion de l'Autorité sur la situation concurrentielle des marchés de gros et de détail du très haut débit fixe, laquelle, ne justifierait pas d'intervention réglementaire à court terme.

La progression très rapide du nombre d'abonnements FttH et la part de marché détenue sur ce segment du marché de détail constitue en effet un indice particulièrement probant de la position prééminente de l'opérateur historique et du caractère insuffisant de la régulation symétrique.

Outre la progression et le niveau de sa part de marché, de nombreux facteurs sont susceptibles de contribuer à la reconstitution, au bénéfice de l'opérateur historique, d'un monopole en matière de boucle locale filaire.



La capacité d'investissement de France Télécom sur les infrastructures de nouvelle génération est considérablement supérieure à l'ensemble de ses concurrents et permet à France Télécom d'investir près de 500 millions d'euros dans les déploiements FttH.

Cet avantage singulier découle de la position écrasante que l'opérateur historique détient encore sur le marché de la téléphonie fixe. A ce titre, le chiffre d'affaires de France Télécom sur le marché de la téléphonie fixe et internet s'élève à 12,9 milliards d'euros en 2011 contre 7 milliards pour ses principaux concurrents pris ensemble. France Télécom détient en outre encore la majeure partie de la valeur du marché de la téléphonie RTC (abonnement et communications) qui, malgré une baisse annuelle continue, représente encore six milliards d'euros par an contre 10 milliards d'euros pour le DSL.

La connaissance parfaite de la structure des réseaux, de la localisation des clients et de leurs habitudes de consommation et la détention d'un réseau historique de fibre d'accès confèrent à France Télécom un avantage décisif permettant d'axer ses investissements là ils sont les plus rentables. Il en va de même pour la commercialisation de ses offres de détail.

L'ensemble de ces éléments contribuera à renforcer la position de France Télécom, laquelle ne souffrira d'aucun contre-pouvoir en l'absence de régulation asymétrique en dehors des zones très denses et des poches de haute densité.

Dès 2010, l'Autorité de la concurrence avait souligné que, sur le plan du droit de la concurrence que *« les capacités d'intervention déséquilibrées des acteurs tendent à indiquer que seul France Télécom est en mesure de réaliser des déploiements importants en zone II »* et que la régulation sectorielle pouvait constituer une part significative de la réponse à cette situation².

Les avantages dont bénéficie l'opérateur historique, couplés aux coûts très importants de déploiement des réseaux en fibre optique qui augmentent brutalement dès lors que la densité de la population diminue sont susceptibles d'induire un déséquilibre manifeste en dehors des zones très denses et des poches de haute densité.

Au-delà de son avance actuelle en termes de commercialisation et de déploiement, France Télécom déploiera dans le cadre de l'initiative privée, environ 80% des lignes en dehors des zones très denses, ce qui lui garantit un avantage concurrentiel temporel insurmontable pour les autres opérateurs. Cette problématique est en outre renforcée par la question de l'extinction du cuivre dont le calendrier et les modalités de mise en œuvre ne sauraient être mises en œuvre de manière discrétionnaire par France Télécom au risque de renforcer l'incertitude liée aux investissements FttH.

Un plan de bascule vers la fibre devrait donc faire l'objet d'une intervention législative.

² Avis n° 10-A-07 du 17 mars 2010 relatif à une demande d'avis du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre chargé de l'industrie sur le programme national « très haut débit », point 69.



Afin de pérenniser les investissements et les efforts de déploiement entrepris sur les réseaux FttH, SFR estime que les technologies alternatives telles que le VDSL2 ne devraient être retenues que pour les zones non dégroupées en priorité ou non dégroupables et dans le cas strictement limité à la distribution directe et en dehors de toute zone de déploiement privé du FttH.

SFR appelle donc l'Autorité à la plus grande vigilance afin que les strictes conditions de mise en œuvre du VDSL2 soient respectées tant par les opérateurs dégroupés, utilisateurs de la boucle locale cuivre, que par France Télécom, propriétaire et gardien de cette infrastructure.

Tout usage en dehors des cas expressément autorisés devra être sanctionné.